



Midi-Pyrénées

Lettre ouverte à Monsieur le Directeur Général,

Vous allez rencontrer les participants à la démarche du Document d'Orientation Stratégique de l'inter région Sud-Pyrénées, à l'Espace Diagona, à Labège.

A cette occasion, les sections CGT de la région Midi-Pyrénées ont décidé d'une journée de grève et d'actions, ce mardi 2 mars 2010.

Nous renouvelons notre demande d'ouverture de négociations sur les revendications exprimées massivement par les personnels dans l'unité, en décembre par l'envahissement des comités techniques paritaires locaux et par la grève, les manifestations le 21 janvier dernier :

- *Maintien et développement du réseau de proximité pour répondre aux besoins croissants de la population et des collectivités en Midi-Pyrénées ;*
- *Moratoire : annulation des suppressions d'emplois au budget 2010, remplacement des départs en retraite et création des emplois nécessaires ;*
- *Progression du pouvoir d'achat de tous les personnels par l'augmentation du point d'indice et une reconstruction de la grille ;*
- *Attribution de l'indemnité de résidence ;*
- *Arrêt de toutes les réformes régressives ;*
- *Abrogation de la loi dite de « mobilité » ;*
- *Prendre des mesures pour combattre la précarité.*

La dégradation des conditions de travail, la souffrance au travail des agents s'accompagnent d'un dialogue social local inexistant.

Les représentants des personnels tiennent à vous alerter sur les dangers et les risques à laisser se développer un tel climat. Les sections CGT mettent à votre disposition l'ensemble des dossiers locaux évoqués auprès des directions depuis plusieurs mois et qui sont à ce jour, sans réponse.

La mise en place à marche forcée des Directions locales uniques, des services impôts des particuliers, du guichet fiscal unifié, la dictature des indicateurs doivent laisser la place à un dialogue social constructif pour répondre aux besoins des usagers et aux revendications des agents.

Tarbes, le 2 mars 2010.

Monsieur le Directeur Général ,

Dans les Hautes Pyrénées ce sont plus de 90 emplois qui ont été supprimés depuis dix ans ; quatorze l'an dernier, dix encore cette année.

Dans le même temps, de nouvelles structures (SIP) ont vu le jour au 1^{er} janvier 2010 dans la désorganisation et au mépris des revendications fortement exprimées par les personnels sous forme de grève et d'envahissement de CTP. Deux cent quatre vingt agents du département s'étaient d'ailleurs adressés à vous en novembre 2009 sous la forme d'une lettre-pétition qui est restée sans réponse.

Ces nouvelles structures, faute de moyens humains, en sont réduites à mobiliser les équipes de remplacement de la filière gestion publique au détriment du réseau des trésoreries lui-même en manque d'emplois.

Dans les SIP nouvellement créés, l'organisation du travail mise en place, contrairement aux promesses répétées de respect des métiers, conduisent à une polyvalence de plus en plus accrue synonyme de banalisation des métiers et de perte de sens du contenu des missions.

A cela s'ajoutent les craintes légitimes des personnels quant au respect des droits à congés compte tenu du resserrement des calendriers de travail.

La gestion des amendes, dont les directions locales ont sciemment minorée la portée, a été transféré dans un poste comptable spécialisé gestion publique alors qu'elle dépend de la filière fiscale. Qui plus est, le même poste comptable a perdu 1/2 emploi et rien n'avait été prévu pour assurer la formation de l'agent chargé de la mission.

Le service public de proximité est également sacrifié par les directions locales qui n'ont pas hésité à laisser un poste de trésorier vacant dans une ville de 5000 habitants (Vic en Bigorre) dans le seul but de réaliser une fusion de postes à l'horizon 2011. Cette opération a été menée sans concertation avec les élu(e)s, les usagers et les représentants du personnel et témoigne d'une politique du fait accompli et du déni de dialogue social.

Ces quelques exemples révèlent une situation intolérable dans notre département et l'impérieuse nécessité de mettre fin aux suppressions d'emplois dogmatiques. En 2010, compte tenu des départs en retraite programmés, le département des Hautes Pyrénées sera ainsi en sous effectif par rapport aux outils de recensement de l'administration.

A cela s'ajoute aujourd'hui la publication imminente du décret dit de mobilité et les menaces qui pèsent sur le régime des retraites de la Fonction Publique.

Dans cette situation, comprenez que les agents soient à bout. Ils vivent au quotidien la dégradation de leurs conditions de travail et en ont plus qu'assez de la politique du toujours plus avec toujours moins.

Alors, ce qu'attendent les agents, que vous avez pris soin de féliciter le 16 novembre 2009 , ce ne sont plus des grandes messes des belles paroles et les sempiternelles odes à la réorganisation des services.

Aujourd'hui la coupe est pleine, nous ne vous laisserons pas casser le service public fiscal et de gestion publique sur l'autel des dogmes libéraux.

NOUS exigeons :

- **L'arrêt des suppressions d'emplois**
- **L'ouverture de négociations sur les conditions d'exercice des missions après 8 années consécutives de réduction des effectifs,**
- **L'abrogation de la loi dite de mobilité,**
- **L'ouverture d'un véritable débat public sur le service public de proximité,**
- **La reconnaissance des qualifications par une refonte de la grille indiciaire,**
- **L'abandon de la mise en place de la Prime de Fonction et de Résultat, synonyme de casse des collectifs de travail.**